



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 57

## **Loi sur la voirie et modifiant diverses dispositions législatives**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. Robert Middlemiss  
Ministre délégué aux Transports**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1992**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a principalement pour objet le partage de la gestion du réseau routier entre le ministère des Transports et les municipalités. Il établit la compétence du ministre sur les routes que détermine le gouvernement et prévoit les pouvoirs et obligations du ministre nécessaires à la gestion de ces routes de même que les règles de responsabilité qui lui sont applicables.*

*D'autre part, le projet établit la compétence des municipalités à l'égard du réseau dont elles auront la gestion, les règles de gestion des routes municipales et le régime de responsabilité qui leur est applicable. Il prévoit également la conclusion d'ententes entre le ministre et les municipalités aux fins notamment de l'entretien des routes de l'un ou l'autre des deux réseaux.*

*Le projet de loi précise les pouvoirs du ministre à l'égard des chemins miniers, incorpore aux deux réseaux les chemins de colonisation ouverts à la circulation routière et prévoit des dispositions permettant de disposer de ceux qui ne peuvent pas être incorporés à l'un ou l'autre des deux réseaux routiers.*

*Enfin, le projet accorde au ministre les pouvoirs nécessaires à l'octroi de subventions.*

---

# Projet de loi 57

## Loi sur la voirie et modifiant diverses dispositions législatives

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

### CHAPITRE I

#### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

**1.** La présente loi s'applique aux routes dont la gestion incombe au ministre des Transports.

**2.** Le gouvernement détermine, par décret publié à la *Gazette officielle du Québec*, les routes dont le ministre est responsable de la gestion.

Toute autre route qui ne relève pas du gouvernement, d'un de ses ministères ou d'un de ses organismes est gérée conformément à la sous-section 22.2 de la section XI de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) ou, selon le cas, au chapitre 0.1 du titre XIX du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1).

**3.** Le gouvernement peut, par décret publié à la *Gazette officielle du Québec*, déterminer qu'une route sous la gestion du ministre devient, à compter de la date indiquée au décret, gérée par une municipalité selon la sous-section 22.2 de la section XI de la Loi sur les cités et villes ou, selon le cas, le chapitre 0.1 du titre XIX du Code municipal du Québec.

Le gouvernement peut, par décret publié à la *Gazette officielle du Québec*, déterminer qu'une route alors sous la gestion d'une municipalité devient, à compter de la date indiquée au décret, sous la gestion du ministre.

**4.** Pour l'application de la présente loi, une route comprend son infrastructure et tous les ouvrages et installations utiles à son aménagement et à sa gestion.

**5.** Les dispositions de la présente loi applicables aux routes sont aussi applicables aux belvédères, aux haltes routières, aux aires de services, aux postes de contrôle et aux stationnements situés dans l'emprise d'une route.

**6.** Les routes construites ou reconstruites par le gouvernement en vertu de la présente loi ou de la Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-8) sont, restent ou deviennent la propriété des municipalités locales sur le territoire desquelles elles sont situées.

Toutefois, le ministre peut, à l'égard d'une route dont il n'est pas propriétaire mais dont il a la gestion, poser tous les actes et exercer tous les droits d'un propriétaire; il est investi des pouvoirs nécessaires à ces fins et assume les obligations y afférant.

**7.** L'article 6 ne s'applique pas :

1° aux autoroutes administrées par l'Office des autoroutes du Québec avant le 1<sup>er</sup> janvier 1983 et qui demeurent la propriété de l'État;

2° à une route déclarée « autoroute » par décret du gouvernement.

**8.** Le gouvernement peut, par décret, déclarer qu'une route est une autoroute.

Cette route devient alors, sans indemnité, la propriété de l'État à compter de la publication de ce décret à la *Gazette officielle du Québec*.

**9.** Le gouvernement peut, par décret, établir des péages sur les routes qu'il désigne.

## CHAPITRE II

### GESTION DE LA VOIRIE

#### SECTION I

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**10.** Le ministre effectue les études et les travaux de délimitation du tracé pour la construction ou la modification d'une route. Il en détermine l'emprise et en prépare les plans et les devis.

**11.** Le ministre soumet au gouvernement, au plus tard le 30 juin de chaque année, un plan de développement du réseau routier.

#### SECTION II

##### ACQUISITIONS, DISPOSITIONS ET LOCATIONS

**12.** Pour l'application de la présente loi, le ministre peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine public de l'État.

Il peut, notamment, acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien nécessaire afin de donner accès à des propriétés isolées, de rétablir la situation de terrains morcelés, de permettre le déplacement de constructions ou de réduire le coût de l'emprise d'une route.

**13.** Le ministre peut, de la manière et aux conditions qu'il juge appropriées, disposer d'un bien qui n'est plus requis pour les fins auxquelles il était destiné, ou le louer.

#### SECTION III

##### TRAVAUX DE VOIRIE

**14.** Le ministre effectue les travaux de construction, de réfection et d'entretien des routes.

Toutefois, il n'a pas à entretenir les trottoirs, les feux de circulation ou autres installations dont il n'a pas la propriété, à moins qu'une entente avec la municipalité concernée n'y pourvoie autrement.

**15.** S'il n'y a pas d'entente ou si le ministre ne le fait pas de son gré, une municipalité locale doit entretenir ses ouvrages et installations bien qu'elle ne soit pas tenue de déneiger les trottoirs.

**16.** Le ministre entretient la partie de l'infrastructure servant de pont à une route municipale qui passe au-dessus d'une route dont il a la gestion.

**17.** Le ministre peut aménager ou placer des paraneiges et projeter de la neige sur un terrain contigu à l'emprise d'une route de façon à ne pas causer de dommages à ce terrain.

**18.** Le ministre peut, avec la permission du propriétaire riverain, planter et entretenir des arbres sur les terrains contigus à l'emprise d'une route.

**19.** Le ministre peut, lorsqu'il prend possession d'un terrain contigu à l'emprise d'une route, transmettre au propriétaire du résidu du terrain un avis écrit l'enjoignant d'enlever une clôture sur ce terrain, de la déplacer ou, s'il y a lieu, d'en ériger une dans le délai imparti et selon ses spécifications.

Le ministre rembourse au propriétaire les frais occasionnés par ces travaux.

Au cas où le propriétaire ne se conforme pas à l'avis du ministre, celui-ci exécute ou fait exécuter les travaux nécessaires.

**20.** Le ministre peut transmettre au propriétaire d'un fossé ou d'un cours d'eau, contigu à l'emprise d'une route et qui est susceptible de causer un dommage à cette route ou qui est mal entretenu, un avis écrit l'enjoignant de procéder aux travaux requis dans le délai imparti et selon ses spécifications.

**21.** Le ministre peut transmettre au propriétaire d'un arbre ou de tout autre objet, situé sur un terrain contigu à l'emprise d'une route, qui nuit à la circulation en diminuant la visibilité ou qui risque de tomber sur la route, un avis écrit l'enjoignant de procéder aux travaux correctifs dans le délai imparti et selon ses spécifications.

**22.** Le ministre peut interdire ou limiter l'accès à une route, aux endroits qu'il détermine.

**23.** La personne voulant utiliser un terrain qui nécessite un accès à une route doit, avant de construire cet accès, obtenir l'autorisation du ministre.

Lorsque le ministre autorise la construction d'un accès, il en détermine la localisation et les exigences de construction.

---

Les travaux de construction de l'accès sont aux frais du propriétaire qui en assume également l'entretien.

**24.** Le ministre peut transmettre au propriétaire riverain qui a effectué, contrairement à l'article 23, des travaux lui permettant d'avoir un accès à une route, un avis écrit l'enjoignant de démolir ces travaux dans le délai imparti et selon ses spécifications.

**25.** Au cas où un propriétaire ne se conforme pas à l'avis prévu aux articles 20, 21 ou 24, le ministre exécute ou fait exécuter les travaux nécessaires aux frais du propriétaire.

**26.** Tous travaux de construction, de réfection, d'entretien ou de comblement d'un fossé, susceptibles de modifier l'écoulement des eaux de drainage d'une route, doivent être autorisés par le ministre et exécutés aux conditions qu'il détermine.

**27.** La Chambre de l'expropriation de la Cour du Québec a compétence pour décider de la localisation et de la largeur d'un accès à une route lorsque le propriétaire riverain conteste la localisation ou la largeur déterminée par le ministre, en vertu du deuxième alinéa de l'article 23.

Elle a également compétence pour décider d'une réclamation à la suite de dommages subis en raison de travaux exécutés par le ministre en application de la présente loi, lorsque ces dommages se rapportent à un immeuble ou à un droit réel immobilier.

### CHAPITRE III

#### EXONÉRATION DE RESPONSABILITÉ

**28.** Le ministre n'est pas responsable, pendant toute la durée des travaux, des dommages causés par la faute d'un constructeur ou d'un entrepreneur à qui des travaux de construction ou de réfection ont été confiés.

Il n'est pas non plus responsable d'une perte ou d'une diminution de commerce, d'une dépréciation à la valeur d'une propriété, ni d'autres dommages ou inconvénients causés notamment par la suppression d'un passage à niveau, la construction ou la réfection d'une route ou par un détournement, sauf si ce détournement est nécessaire pendant la durée de ces travaux.

**29.** Le ministre n'est pas responsable des dommages résultant de l'absence de clôture entre l'emprise d'une route et un terrain contigu.

**30.** Le ministre n'est pas responsable des dommages causés par l'état de la chaussée aux pneus, aux jantes ou aux systèmes de suspension ou d'échappement d'un véhicule automobile.

**31.** Le ministre n'est pas responsable des dommages causés par la présence d'un objet sur la chaussée, que cet objet provienne ou non d'un véhicule automobile ou qu'il soit projeté par celui-ci.

## CHAPITRE IV

### ENTENTES

**32.** Le ministre peut conclure une entente avec une municipalité locale prévoyant que celle-ci effectue, aux frais du gouvernement, des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'une route ou que celui-ci effectue, aux frais de la municipalité, de tels travaux sur une route dont elle a la gestion.

**33.** Le ministre peut conclure une entente avec une municipalité locale par laquelle il assume, en tout ou en partie, l'entretien d'un pont de structure complexe déterminé par décret du gouvernement et faisant partie d'une route dont cette municipalité a la gestion.

**34.** Une municipalité locale a le pouvoir de conclure une entente visée aux articles 32 et 33 et, lorsque l'entente l'exige, elle peut effectuer des travaux à l'extérieur de son territoire.

**35.** Le ministre peut conclure une entente avec une société ferroviaire portant sur la construction, la réfection, la suppression ou l'entretien d'un passage à niveau situé dans l'emprise d'une route ou d'un viaduc passant au-dessus ou en dessous d'une route.

**36.** Le ministre peut conclure une entente avec une personne qui fournit des services de télécommunication, de transport ou de distribution d'énergie, portant sur l'installation et l'entretien, dans l'emprise d'une route, de l'équipement et du matériel nécessaires à la fourniture de ces services.

## CHAPITRE V

### PERMISSIONS DE VOIRIE

**37.** Nul ne peut construire dans l'emprise d'une route un trottoir, un réseau d'aqueduc ou d'égout ou tout autre ouvrage, sans l'autorisation du ministre.



**38.** Nul ne peut empiéter dans l'emprise d'une route ou y installer de l'équipement de télécommunication ou de transport ou de distribution d'énergie, sans l'autorisation du ministre.

**39.** Le ministre peut transmettre un avis écrit à celui qui contrevient à l'un des articles 37 ou 38, l'enjoignant d'enlever, dans le délai imparti, l'ouvrage construit ou l'équipement installé sans son autorisation.

Au cas où le contrevenant ne se conforme pas à l'avis du ministre, ce dernier peut procéder, aux frais du contrevenant, à l'enlèvement de l'ouvrage ou de l'équipement et à la remise en état de l'emprise de la route.

## CHAPITRE VI

### DÉPOTOIRS

**40.** Pour l'application du présent chapitre, un « dépotoir » est un endroit où sont recueillis des objets de rebut, destinés ou non à la vente ou au recyclage, y compris un cimetière de véhicules automobiles.

**41.** Aucun dépotoir ne peut être situé à moins de 150 mètres d'une route.

Toutefois, dans le cas d'un cimetière de véhicules automobiles situé le long d'une autoroute ou d'une voie de raccordement, cette distance est déterminée par règlement du gouvernement.

**42.** Le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un dépotoir visible d'une route doit l'entourer d'une clôture conforme aux normes prescrites par règlement du gouvernement.

## CHAPITRE VII

### DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

**43.** Le gouvernement peut, par règlement :

1° fixer des taux de péage qui peuvent être différents selon la route ou selon les catégories de véhicules automobiles qu'il détermine ou le nombre de personnes transportées dans un véhicule automobile ;

2° exempter de l'application des taux de péage une catégorie de véhicules automobiles, certains véhicules automobiles d'une catégorie ou les véhicules automobiles transportant un nombre déterminé de personnes ;

3° établir la distance minimale à partir de laquelle un terrain peut être utilisé comme cimetière de véhicules automobiles le long d'une autoroute ou d'une voie de raccordement, cette distance pouvant varier d'une autoroute à l'autre ou d'une partie à l'autre du parcours d'une autoroute ou d'une voie de raccordement;

4° prescrire les normes de construction et d'installation des clôtures servant à entourer un dépotoir visible d'une route.

## CHAPITRE VIII

### DISPOSITIONS PÉNALES

**44.** Le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un dépotoir qui contrevient à l'un des articles 41 ou 42 est passible d'une amende de 300 \$ à 600 \$.

**45.** Le tribunal qui prononce la sentence, à la suite d'une infraction à l'article 41, ordonne que les objets de rebut qui ont fait l'objet de l'infraction soient enlevés ou détruits par le contrevenant dans un délai de huit jours à compter de la date de la sentence.

Au cas où le contrevenant ne se conforme pas à cet ordre, le ministre peut le faire exécuter aux frais de celui-ci.

## CHAPITRE IX

### DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

**46.** Le gouvernement peut, par décret, déclarer qu'une partie d'une autoroute propriété de l'Etat est une route du réseau local. Cette route devient alors, sans indemnité, propriété de la municipalité locale sur le territoire de laquelle elle est située, à compter de la publication de ce décret à la *Gazette officielle du Québec*.

**47.** Le ministre des Transports peut poursuivre, après le 31 mars 1993, l'acquisition de gré à gré ou par expropriation de biens immeubles en vue de la réalisation de travaux sur une route devenue le 1<sup>er</sup> avril 1993 à la charge d'une municipalité locale.

Il peut céder tout bien immeuble ainsi acquis à la municipalité locale, à titre gratuit, pour qu'elle réalise de tels travaux. Les frais relatifs à cette cession sont toutefois à la charge de la municipalité.

**48.** La présente loi a préséance sur tout protocole d'entente ou entente conclu entre le ministre des Transports et une municipalité

locale par lequel le ministre ou la municipalité s'engage à construire, refaire ou entretenir une route, à moins que le ministre n'en décide autrement.

**49.** Malgré l'article 33, le ministre des Transports demeure responsable de l'entretien des ponts de structure complexe déterminés par décret du gouvernement jusqu'à une date qui y est fixée.

Toutefois, la municipalité concernée demeure responsable de l'entretien de la chaussée, des trottoirs, des garde-fous, du drainage et de l'éclairage d'un tel pont.

**50.** Le ministre des Transports peut, à la demande d'une municipalité, lui offrir un soutien technique et administratif aux fins de lui faciliter la prise en charge, pendant une période transitoire devant se terminer au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 1997, d'un pont qui n'est pas mentionné à un décret prévu aux articles 33 et 49.

**51.** À compter du 1<sup>er</sup> avril 1993, les chemins de colonisation entretenus par le ministre des Transports et ceux entretenus par les municipalités à cette date cessent d'être des chemins de colonisation et deviennent la propriété des municipalités locales sur le territoire desquelles ils sont situés, sauf ceux situés sur une terre du domaine public qui demeurent propriété de l'État, sous l'autorité du ministre des Transports.

**52.** À compter du 1<sup>er</sup> avril 1993, les chemins de colonisation qui ne sont entretenus ni par le ministre ni par une municipalité ne sont plus des chemins de colonisation.

S'ils ne sont que tracés ou projetés ou s'ils ne sont pas utilisés, le terrain prévu pour un tel chemin revient de droit au terrain duquel il a été détaché et il est à la charge du propriétaire de ce terrain.

S'ils sont utilisés, ces chemins demeurent propriété de l'État sous l'autorité du ministre des Transports et les dispositions de la Loi sur les terres du domaine public (L.R.Q., chapitre T-8.1) relatives aux chemins du domaine public leur sont applicables.

**53.** À compter du 1<sup>er</sup> avril 1993, une municipalité assume, sur une route dont elle a la gestion, les droits et obligations du ministre des Transports pour tout passage à niveau ou pour tout viaduc passant au-dessus ou en dessous d'une route.

**54.** Le ministre des Transports peut, jusqu'au 31 mars 1994, sur une route devenue, le 1<sup>er</sup> avril 1993, à la charge d'une municipalité,

y poursuivre la gestion de son programme de signalisation touristique commerciale.

À compter du 1<sup>er</sup> avril 1994, la municipalité assume les droits et obligations du ministre dans l'administration de ce programme.

**55.** Le ministre des Transports est chargé de l'application de la présente loi.

**56.** La Loi sur les chemins de colonisation (L.R.Q., chapitre C-13) est abrogée.

**57.** L'article 466 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié par la suppression du paragraphe 3<sup>o</sup> du premier alinéa.

**58.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 467.14, de ce qui suit :

« § 22.2.—*De la gestion des routes municipales*

« **467.15** La présente sous-section s'applique à une route qui appartient à une municipalité et dont le ministre des Transports n'est pas responsable de la gestion.

Pour l'application de la présente sous-section, une route comprend son infrastructure et tous les ouvrages et installations utiles à son aménagement et à sa gestion.

« **467.16** Sous réserve de toute entente, chaque municipalité locale est responsable de la gestion de toute route ou partie de route située sur son territoire.

Elle est tenue, aux conditions déterminées par le ministre des Transports, de procéder à la vérification des ponts dont l'entretien lui incombe.

« **467.17** Lorsqu'une route est traversée par la limite commune des territoires de deux municipalités locales, de telle façon que la responsabilité de la gestion des parties de la route situées de part et d'autre de la limite doit être assumée par la même municipalité pour que la route soit maintenue en bon état à cet endroit, les municipalités doivent conclure une entente en ce sens conformément à la loi qui régit chacune.

« **467.18** Si les municipalités font défaut de conclure une entente en vertu de l'article 467.17, l'une d'elles peut demander à la

Commission municipale du Québec de se prononcer sur la nécessité de faire assumer par la même municipalité la responsabilité de la gestion des parties de la route situées de part et d'autre de la limite commune des territoires municipaux et, le cas échéant, de décider laquelle des municipalités a cette responsabilité et de prévoir les règles du partage des dépenses.

Le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité qui fait la demande doit, le plus tôt possible après l'adoption de la résolution formulant cette demande, en transmettre une copie vidimée à l'autre municipalité.

«**467.19** La Commission, saisie d'une demande prévue à l'article 467.18, peut, après enquête, soit décréter qu'il n'est pas nécessaire que la même municipalité assume la responsabilité de la gestion des parties de la route situées de part et d'autre de la limite commune des territoires municipaux, soit décréter qu'une telle gestion unifiée est nécessaire, décider quelle municipalité en est responsable et prévoir les règles du partage des dépenses.

Pour l'application du premier alinéa de l'article 467.16, est assimilée à une entente la décision de la Commission qui confie à une municipalité la responsabilité de la gestion d'une partie de route qui n'est pas située sur son territoire. Cette décision conserve son effet jusqu'à l'entrée en vigueur d'une entente conclue entre les municipalités en vertu de l'article 467.17.

«**467.20** La présente sous-section s'applique à toutes les municipalités de cité ou de ville, même à celles qui ne sont pas visées par l'article 1, et elle a préséance sur toute disposition contraire de la présente loi ou de toute autre loi applicable à une telle municipalité. ».

**59.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 604, de ce qui suit :

« § 3.—*De l'exonération de responsabilité en matière de voirie*

«**604.1** La municipalité n'est pas responsable des dommages causés par la présence d'un objet sur la chaussée, que cet objet provienne ou non d'un véhicule automobile ou qu'il soit projeté par celui-ci.

Elle n'est pas non plus responsable des dommages causés par l'état de la chaussée aux pneus, aux jantes ou aux systèmes de suspension ou d'échappement d'un véhicule automobile.

« **604.2** La municipalité n'est pas responsable des dommages résultant de l'absence de clôture entre l'emprise d'une route et un terrain contigu.

« **604.3** La municipalité n'est pas responsable, pendant toute la durée des travaux, des dommages causés par la faute d'un constructeur ou d'un entrepreneur à qui des travaux de construction, de réfection ou d'entretien ont été confiés.

Elle n'est pas non plus responsable d'une perte ou d'une diminution de commerce, d'une dépréciation à la valeur d'une propriété, ni d'autres dommages ou inconvénients causés notamment par la suppression d'un passage à niveau, la construction ou la réfection d'une route ou un détournement, sauf si ce détournement est nécessaire pendant la durée de ces travaux. ».

**60.** Le Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2) est modifié par l'insertion, après l'article 417, du suivant :

« **417.1** Le conducteur d'un véhicule routier assujetti au péage ne peut franchir un poste de péage sans déposer la somme prescrite par règlement du gouvernement adopté en vertu de l'article 43 de la Loi sur la voirie (1992, chapitre (*indiquer le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1992*)). ».

**61.** L'article 509 de ce code est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le nombre « 416 », du nombre « 417.1 ».

**62.** Le Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) est modifié par l'insertion, immédiatement après l'intitulé du titre XIX, de ce qui suit :

## « CHAPITRE 0.1

### « GESTION DES ROUTES MUNICIPALES

« **711.20** Le présent chapitre s'applique à une route qui appartient à une municipalité et dont le ministre des Transports n'est pas responsable de la gestion.

Pour l'application du présent chapitre, une route comprend son infrastructure et tous les ouvrages et installations utiles à son aménagement et à sa gestion.

« **711.21** Sous réserve de toute entente, chaque municipalité locale est responsable de la gestion de toute route ou partie de route située sur son territoire.

Elle est tenue, aux conditions déterminées par le ministre des Transports, de procéder à la vérification des ponts dont l'entretien lui incombe.

« **711.22** Lorsqu'une route est traversée par la limite commune des territoires de deux municipalités locales, de telle façon que la responsabilité de la gestion des parties de la route situées de part et d'autre de la limite doit être assumée par la même municipalité pour que la route soit maintenue en bon état à cet endroit, les municipalités doivent conclure une entente en ce sens conformément à la loi qui régit chacune.

« **711.23** Si les municipalités font défaut de conclure une entente en vertu de l'article 711.22, l'une d'elles peut demander à la Commission municipale du Québec de se prononcer sur la nécessité de faire assumer par la même municipalité la responsabilité de la gestion des parties de la route situées de part et d'autre de la limite commune des territoires municipaux et, le cas échéant, de décider laquelle des municipalités a cette responsabilité et de prévoir les règles du partage des dépenses.

Le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité qui fait la demande doit, le plus tôt possible après l'adoption de la résolution formulant cette demande, en transmettre une copie vidimée à l'autre municipalité.

« **711.24** La Commission, saisie d'une demande prévue à l'article 711.23, peut, après enquête, soit décréter qu'il n'est pas nécessaire que la même municipalité assume la responsabilité de la gestion des parties de la route situées de part et d'autre de la limite commune des territoires municipaux, soit décréter qu'une telle gestion unifiée est nécessaire, décider quelle municipalité en est responsable et prévoir les règles du partage des dépenses.

Pour l'application du premier alinéa de l'article 711.21, est assimilée à une entente la décision de la Commission qui confie à une municipalité la responsabilité de la gestion d'une partie de route qui n'est pas située sur son territoire. Cette décision conserve son effet jusqu'à l'entrée en vigueur d'une entente conclue entre les municipalités en vertu de l'article 711.22.

« **711.25** Le présent chapitre a préséance sur toute disposition contraire du présent code. ».

**63.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 725, des suivants:

« **725.1** La municipalité n'est pas responsable des dommages causés par la présence d'un objet sur la chaussée, que cet objet provienne ou non d'un véhicule automobile ou qu'il soit projeté par celui-ci.

Elle n'est pas non plus responsable des dommages causés par l'état de la chaussée aux pneus, aux jantes ou aux systèmes de suspension ou d'échappement d'un véhicule automobile.

« **725.2** La municipalité n'est pas responsable des dommages résultant de l'absence de clôture entre l'emprise d'une route et un terrain contigu.

« **725.3** La municipalité n'est pas responsable, pendant toute la durée des travaux, des dommages causés par la faute d'un constructeur ou d'un entrepreneur à qui des travaux de construction, de réfection ou d'entretien ont été confiés.

Elle n'est pas non plus responsable d'une perte ou d'une diminution de commerce, d'une dépréciation à la valeur d'une propriété, ni d'autres dommages ou inconvénients causés notamment par la suppression d'un passage à niveau, la construction ou la réfection d'une route ou un détournement, sauf si ce détournement est nécessaire pendant la durée de ces travaux.

« **725.4** Les articles 725.1 à 725.3 n'ont pas pour effet de réduire la portée de l'exonération prévue au troisième alinéa de l'article 724 ou à l'article 725. ».

**64.** Pour l'application du premier alinéa de l'article 467.16 de la Loi sur les cités et villes, édicté par l'article 58 de la présente loi, et de celui de l'article 711.21 du Code municipal du Québec, édicté par l'article 62 de la présente loi, une municipalité locale qui, le 31 mars 1993, est responsable de la gestion d'une route ou d'une partie de route située hors de son territoire, autrement qu'en vertu d'une entente avec la municipalité locale sur le territoire de laquelle est située cette route ou partie de route, est réputée agir en vertu d'une telle entente.

Le premier alinéa cesse de s'appliquer le 1<sup>er</sup> avril 1994 ou à la date antérieure où entre en vigueur une entente conclue entre les municipalités concernées au sujet de la gestion de la route ou de la partie de route.

**65.** L'article 2 de la Loi sur la contribution municipale à la construction de chemins (L.R.Q., chapitre C-66) est abrogé.



**66.** L'article 247 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1) est modifié par le remplacement de la dernière phrase par les suivantes: «Il peut aussi, avec l'autorisation du gouvernement, déclarer qu'un chemin minier n'est plus un chemin minier. Tout chemin fermé, déplacé ou déclassé peut être cédé par le ministre de la manière qu'il juge appropriée.».

**67.** L'article 3 de la Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28) est modifié:

1° par la suppression, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du paragraphe *i*, après les mots «gouvernement du Québec», de «et notamment l'aménagement, les améliorations, l'entretien et la réparation de routes publiques ainsi que la construction, l'entretien et la réparation des ponts»;

2° par le remplacement, dans le paragraphe *j*, des mots «Loi sur la voirie (chapitre V-8)» par les mots «Loi sur la voirie (1992, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1992*))».

**68.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 10, des suivants:

«**10.1** Le ministre peut accorder, aux conditions qu'il détermine, une subvention à une municipalité en vue de la construction, de la réfection ou de l'entretien d'une route municipale.

«**10.2** Une subvention visée à l'article 10.1 est accordée conformément à un règlement pris en vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6).».

**69.** L'article 3 de la Loi sur le Parc Forillon et ses environs (L.R.Q., chapitre P-8) est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots «Loi sur la voirie (chapitre V-8)» par les mots «Loi sur la voirie (1992, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1992*))».

**70.** L'article 1 de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1) est modifié par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

«4° «chemin public» un chemin ouvert conformément à l'article 422 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), une rue ou un chemin ouvert en vertu d'un règlement, résolution ou procès-verbal municipal, une route dont le ministre des Transports

a la gestion en vertu de la Loi sur la voirie (1992, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1992*)) pourvu que les riverains aient un droit d'accès à cette route. ».

**71.** L'article 1 de la Loi sur la publicité le long des routes (L.R.Q., chapitre P-44) est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-8) par les mots « Loi sur la voirie (1992, chapitre (*indiquer ici le numéro de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1992*)) ».

**72.** La Loi sur les travaux publics (L.R.Q., chapitre T-15) est abrogée.

**73.** Un règlement pris en vertu de la Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-8), à l'exception d'un règlement fixant des taux de péage, demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou abrogé par un règlement pris en vertu de la présente loi.

**74.** La présente loi remplace la Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-8).

**75.** Dans tout règlement, décret, arrêté, contrat ou entente, tout renvoi à une disposition de la Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-8) est un renvoi à la disposition correspondante de la présente loi.

**76.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1993. Toutefois, le gouvernement peut, avant cette date, prendre un décret en vertu de l'article 2, 3 ou 49 pour qu'il prenne effet à cette date.